



Comme chaque année, pendant 10 jours, **Amnesty International** sollicite vos signatures afin de soutenir **10 personnes dont les droits humains ne sont pas respectés**.

Cette année, parmi eux, il y a 3 mineurs.

Les dix jours pour signer auront lieu du 3 au 12 décembre 2021

Nous serons heureux de vous accueillir

- Les **mardi 7 et mercredi 8 décembre** à la Médiathèque de Crolles pendant les heures d'ouverture.
- Le **samedi 11 décembre après-midi** chez Producteurs du Monde à Crolles.

Si vous ne pouvez pas vous déplacer, vous pourrez aller sur le site <https://www.amnesty.fr> à partir du 3 décembre et le faire de chez vous.

Chaque clic compte.

Chaque année, il y a des situations qui s'améliorent grâce à nos signatures.

En 2020, grâce à votre mobilisation sur les 10 JPS, nous avons six personnes ou groupes de personnes qui ont vu leur situation s'améliorer. **La dernière bonne nouvelle en date est la libération le 30 juin de Germain Rukuki** défenseur des droits humains au Burundi, a enfin pu retrouver sa famille, après quatre ans passés derrière les barreaux et ce, malgré une condamnation à 32 ans de prison.

D'autres bonnes nouvelles grâce à un clic.

Au **Bélarus**, la condamnation de Stanislau et d'Illia Kostseu a été suspendue par la Cour suprême le 30 avril dans une décision sans précédent pour ce pays.

A **Cuba**, l'artiste et prisonnier d'opinion Luis Manuel Otero Alcantara a été libéré sans condition ni inculpation le 31 mai.

Au **Pakistan**, Shafqat Emmanuel et Shagufta Kausar ont été acquittés le 3 juin après avoir passé sept ans dans le quartier des condamnés à mort.

En **Arabie Saoudite**, la défenseure des droits humains Nassima al Sada a été libérée sous condition le 27 juin dernier après avoir purgé une peine de trois ans et demi de prison.

Aux **États-Unis**, Maura, une femme transgenre originaire du Nicaragua qui avait fui aux États-Unis après avoir subi transphobie et agressions au Mexique, a enfin été libérée du centre de détention des services de l'immigration le 2 juillet. Elle y était détenue depuis deux ans après s'être défendue d'une agression.

En **Égypte**, la journaliste et défenseure des droits humains Esraa Abdelfattah a été libérée le 17 juillet après avoir été détenue arbitrairement pendant deux ans. Une enquête reste malheureusement ouverte à son encontre.

En **République démocratique du Congo**, Elisée Lwatumba Kasonia et Eric Muhindo Muvumbu, incarcérés le 19 avril pour avoir appelé à la grève afin de protester contre l'insécurité dans la province du Nord-Kivu, ont été libérés sous caution le 24 juillet.

En **Ukraine**, l'enquête sur l'agression homophobe en 2018 contre Vitalina Koval, défenseure des droits des femmes et des personnes LGBTI, qui risquait d'être clôturée, a finalement été prolongée jusqu'au 31 janvier 2022.

En **Égypte**, l'enquête ouverte depuis 2014 contre au moins six défenseurs des droits humains et membres du personnel d'ONG sur la base de fausses accusations en raison de leurs activités en faveur des droits humains a été clôturée le 30 août.